

# Scandale autour d'œufs contaminés aux Pays-Bas

Mary Chevallier et Vincent de Féligonde, avec Mathieu Pequignot, le 06/08/2017 à 16h34

Plus de dix millions d'œufs ont été retirés de la vente essentiellement aux Pays-Bas et en Allemagne car ils présentaient un risque pour la santé de l'homme.

Ils ont été contaminés par un pesticide interdit dans le traitement des animaux destinés à la chaîne alimentaire.



En Hollande, un producteur d'œufs procède à la destruction de sa production. / Patrick Huisman/AFP

Durant quatre mois, Jan Vos a pu crier victoire. Le producteur d'œufs de Bruchem, au centre des Pays-Bas, avait réussi à se débarrasser des « poux rouges », considéré par les professionnels du secteur comme l'ennemi numéro un des poules. Ce minuscule acarien suceur de sang attaque la nuit les animaux endormis, ce qui les a affaiblis et risque d'aboutir à une baisse de production. Il infeste plus ou moins les trois quarts des élevages dans le monde.

Jan Vos, dont l'élevage compte quelque 30 000 poules, avait nettoyé ses cages avec un nouveau produit vendu par Chickfriend, une société néerlandaise spécialisée. Avec succès. Quand il avait demandé à son fournisseur quelle était l'origine du miracle, il s'était vu répondre : « *secret professionnel* ».

Aujourd'hui, il déchant. Le produit antiacariens Dega-16, composé d'huile d'eucalyptus et de menthol, avait été mélangé avec du fipronil, un pesticide prohibé dans le traitement des animaux destinés à la chaîne alimentaire. Chickfriend s'était approvisionné chez un distributeur belge, Poultry-Vision, qui aurait fait lui-même le mélange, à partir de fipronil acquis en Roumanie... L'avocat de Poultry-Vision a rejeté toute responsabilité en soulignant que l'entreprise avait « *correctement informé les acheteurs de ce produit* ».

#### Utilisation du fipronil sévèrement réglementé

Mis sur le marché en 1993 par l'ancien ancien groupe pharmaceutique français Rhône Poulenc, le fipronil, utilisé notamment dans les colliers insecticides pour chiens et chats, est désormais propriété de l'allemand BASF. Depuis 2013, son utilisation est sévèrement réglementée, dans des situations définies et pour une période limitée. Il est considéré comme « *modérément toxique* » pour l'homme par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Jan Vos n'est de loin pas le seul éleveur de poules concerné. Selon l'organisme néerlandais chargé de la sécurité alimentaire et sanitaire, NVWA, 180 élevages de volailles néerlandais, soit plus d'un tiers des élevages, du pays, ont été touchés. 138 seraient encore fermés et n'ont pas le droit de vendre des œufs. Quatre élevages allemands sont aussi concernés.

**EXPLICATION :** Nouveau scandale alimentaire dans un élevage de 200 000 poules

« Ils ont commencé à abattre les volailles. Puisque les œufs sont retirés de la vente, les volaillers n'ont plus les moyens de les nourrir », explique Lesley Moffat, directrice de l'ONG néerlandaise Eyes on Animals, spécialisée dans la protection des animaux d'élevage, dont L214 est le correspondant en France.

Commercialisés à l'export

L'affaire a pris une ampleur européenne, car environ les deux tiers des quelque 10 milliards d'œufs produits chaque année aux Pays-Bas sont commercialisés à l'export. Pour l'essentiel en Allemagne, dont douze Länder (États région) seraient concernées. Tour à tour, des grandes chaînes de distribution ont annoncé le retrait des œufs de la vente aux Pays-Bas et en Allemagne, notamment le géant du hard discount Aldi.

**ENQUÊTE : Des règles mais peu de contrôles dans les abattoirs**

C'est aussi le cas en Belgique et en Suisse – la France n'est pas, à ce stade, concernée (voir ci dessous). Dans toute l'Allemagne, cela représenterait environ 10 millions d'œufs. Tout en reconnaissant que « *le système d'alerte européen qui protège les consommateurs (...) a fonctionné* », les autorités allemandes ont haussé le ton vendredi soir. « *J'attends des autorités compétentes qu'elles élucident (ce dossier) rapidement et minutieusement. En particulier la Belgique et les Pays-Bas* », a déclaré le ministre allemand de l'Agriculture Christian Schmidt au quotidien Bild.

Risques modérés pour les consommateurs

Les autorités belges ont reconnu samedi comprendre « *que les gens se posent des questions sur la santé publique* » et affirmé « *essayer de leur répondre* ». « *Nous sommes au courant depuis début juin qu'il y avait potentiellement un problème* », a expliqué Katrien Stragier, une porte-parole de l'Agence belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afsca). « *Nous avons alors immédiatement démarré une enquête et nous avons également informé le parquet parce qu'il s'agissait d'une possible fraude. À partir de là le secret de l'instruction a commencé à prévaloir* ».

Selon l'Institut allemand de mesure des risques (BfR), qui dépend des ministères de l'Agriculture, le risque pour les consommateurs est très limité. Un adulte pourrait consommer jusqu'à sept œufs contaminés par jour sans risque. Pour un enfant d'un an et pesant dix kilos, il faudrait limiter la consommation à un œuf par jour.

Mary Chevallier et Vincent de Féligonde, avec Mathieu Pequigno